



PROJET DE FONDS EN DÉPÔT (FIT) UNESCO/SHENZHEN

Accompagner les réseaux d'assurance qualité en Afrique

(Le développement d'outils régionaux de reconnaissance mutuelle des qualifications)

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante n°3 du projet « consolidation des réseaux d'assurance qualité en Afrique et soutien au développement d'outils de reconnaissance mutuelle des qualifications sur le continent africain », l'UNESCO a organisé à Dakar, au Sénégal, en février dernier, un atelier sur le thème « Profil des systèmes d'assurance qualité en Afrique pour le renforcement de la mise en œuvre de réseaux continentaux et la facilitation de la reconnaissance mutuelle des qualifications » en partenariat avec l'ANAQ-Sup (l'Agence Nationale d'Assurance Qualité dans l'enseignement supérieur) qui avait lancé le démarrage du projet Shenzhen au Sénégal, le 14 février 2018. Il s'agit de conforter les efforts entrepris par l'UNESCO pour faciliter l'internationalisation de l'enseignement supérieur sur le continent africain, et la mise en œuvre de la Convention d'Addis sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les États d'Afrique.

Pake steeves GODSON
Source : UNESCO

”
 Il a été décliné en trois composantes interdépendantes dont la première « Soutien à la mise en place d'Agences nationales d'assurance qualité en partant des initiatives en cours de l'UNESCO » et la seconde « Soutien au renforcement des capacités institutionnelles des agences d'assurance qualité récemment établies »...

Renforcer les systèmes d'enseignement supérieur en Afrique à travers le développement de mécanismes d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur de 10 pays africains : la Côte d'Ivoire, l'Egypte, la Gambie, le Malawi, le Mali, la Namibie, le Niger, le Sénégal, le Togo et la Zambie, tel est l'objectif du Projet UNESCO/ Shenzhen FIT (2017 - 2020) portant sur le renforcement de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur en Afrique, mis en œuvre par l'UNESCO avec l'appui de la République populaire de Chine, plus spécifiquement le gouvernement municipal de Shenzhen.

Il a été décliné en trois composantes interdépendantes. La première a été le « Soutien à la mise en place d'Agences

nationales d'assurance qualité en partant des initiatives en cours de l'UNESCO » et la seconde le « *Soutien au renforcement des capacités institutionnelles des agences d'assurance qualité récemment établies* ». La rencontre de Dakar consacre la troisième composante dont le thème principal s'est articulé autour de deux sous thèmes que sont, « *Promotion de réseaux d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur en Afrique et de leur impact sur l'amélioration de la qualité et l'harmonisation de l'enseignement supérieur sur le continent* » ; et « *Cartographie du rôle des agences d'assurance qualité dans la facilitation des décisions d'accréditation dans l'enseignement supérieur et la reconnaissance mutuelle*

des qualifications sur le continent africain ».

Ont pris part à cet atelier, les responsables d'agences d'assurance qualité en Afrique, les responsables de cadres nationaux des qualifications en Afrique, les présidents de réseaux d'assurance qualité en Afrique, les experts en cadres d'assurance qualité et en qualifications en Afrique et au-delà, et les responsables de l'assurance qualité et de la reconnaissance de qualifications dans les ministères responsables de l'enseignement supérieur dans les pays africains n'ayant pas d'agences cadres d'assurance qualité/qualifications.

A la suite des présentations du Sénégal, du Nigéria et de l'Afrique du Sud sur la stratégie nationale

» » »



le pour développer et gérer l'Assurance Qualité dans l'enseignement supérieur, les pays africains participants ayant récemment établi des agences d'assurance qualité ont présenté leurs nouveaux modes de fonctionnement, leurs réalisations et leurs challenges, et ont échangé avec les pays ayant plus d'expérience en matière de gestion, d'élaboration,

d'outils d'évaluation, de développement de la culture d'assurance qualité, d'évaluations institutionnelles et de réseautage. La Guinée, par exemple, a rappelé son partenariat avec le Sénégal et le Maroc, où ses représentants se sont rendus afin de s'inspirer de leurs modèles de gestion de l'assurance qualité. Les trois jours de travaux ont permis aux

participants de discuter de plusieurs aspects ayant trait à l'assurance qualité. D'abord, les préoccupations actuelles ont été définies : la qualité des intrants, la qualité des procédés et les outputs (qualification et employabilité des diplômés, la production de nouvelles connaissances), etc. Ensuite, il a été question de discuter des défis,

”

À la suite des présentations du Sénégal, du Nigéria et de l'Afrique du Sud sur la stratégie nationale pour développer et gérer l'Assurance Qualité dans l'enseignement supérieur, les pays africains participants ayant récemment établi des agences d'assurance qualité ont présenté leurs nouveaux modes de fonctionnement...

» » » »

”
 Enfin, l'atelier a permis d'élargir la problématique et d'aborder la question des outils de reconnaissance mutuelle des qualifications en Afrique, mais aussi le besoin de créer un lien entre l'assurance qualité et les qualifications obtenues à travers l'éducation numérique – les nouvelles technologies étant un facteur important dans l'éducation aujourd'hui.

avant d'en arriver aux perspectives futures. Parmi les défis, l'absence d'accords bilatéraux et multilatéraux, l'absence d'organismes nationaux de réglementation des qualifications, l'insuffisance des financements, et le manque d'implication du secteur privé dans les mécanismes d'assurance qualité ont été mentionnés. Quant aux perspectives, il a été retenu que de meilleurs systèmes d'assurance

qualité permettraient d'accroître la confiance du public dans les programmes et les qualifications de l'enseignement supérieur, de faciliter l'articulation entre les programmes des différents secteurs et les établissements d'enseignement supérieur, et d'encourager la reconnaissance des qualifications et la mise en place de cadres nationaux de certifica-

tion opérationnels.

Enfin, l'atelier a permis d'élargir la problématique et d'aborder la question des outils de reconnaissance mutuelle des qualifications en Afrique, mais aussi le besoin de créer un lien entre l'assurance qualité et les qualifications obtenues à travers l'éducation numérique – les nouvelles technologies étant un facteur important dans l'éducation aujourd'hui.

